

# La sécurité nationale des États-Unis. Stratégie et impératifs de « Géoprésence »

PAR LE GÉNÉRAL GREGORY S. MARTIN, ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS (USAF)

*Résumé de l'éditeur : Le général Gregory S. Martin développe les thèmes saillants de la National Security Strategy of the United States of America – NSS (Stratégie de la sécurité nationale des États-Unis d'Amérique) du Président George W. Bush. L'article aborde les éléments qui s'appliquent directement à l'armée américaine et la stratégie qui en découle. D'après l'auteur, au cœur de cette nouvelle stratégie réside le concept de « géoprésence » dont il nous donne un bref aperçu, son efficacité dans les récents conflits et son avenir.*



**C**ES DERNIÈRES ANNÉES de nombreux développements imprévus ont été projetés sur la scène internationale, engendrant des défis majeurs à la politique extérieure américaine, cela même en excluant les attaques terroristes à New York et Washington – DC le 11 septembre 2001. L'ampleur des transformations dans les domaines politique et militaire, en Europe exclusivement, sont peut être parmi les plus con-

séquents depuis la deuxième guerre mondiale. En 2002 seulement, par exemple, nous avons vu de considérables transformations au niveau de gouvernements en Europe de l'est et en Europe centrale, une expansion et une intégration de l'Union Européenne sans égal, une restructuration et un élargissement sans précédent de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), et de nouveaux schémas de coopération et de relations inter-

nationales résultant de la guerre globale contre le terrorisme (GWOT – *Global War On Terrorism*) menée par les États Unis.

Ces événements historiques, transitions et circonstances ont évidemment contribué à la façon dont nous envisageons maintenant notre défense nationale et notre politique extérieure, et leur impact est clairement présent dans la nouvelle « *National Security Strategy of the United States of America (NSS)* » (Stratégie de la sécurité nationale des États-Unis d'Amérique) du Président George W. Bush, dévoilée en septembre 2002.<sup>1</sup> Les années précédentes ont servi à solidifier les nouvelles perspectives et thèmes de défense évidents dans cette nouvelle stratégie. À défaut d'autre chose, nous reconnaissons maintenant que le monde est fondamentalement beaucoup plus dangereux que nous ne l'avions imaginé après la Guerre froide, et par conséquent, la stratégie de défense et de sécurité nationale de l'administration Bush est significativement différente des stratégies intérimaires que nous avons poursuivies pendant plus d'une décennie.

Au cœur de cette stratégie on trouve la nouvelle sensibilisation si bien décrite par le Président Bush : « le plus grand danger pour la liberté [maintenant] se situe au croisement du radicalisme et de la technologie. »<sup>2</sup> Ce croisement fait ressortir les nouveaux défis dans un monde incertain, où nous devons confronter des adversaires étatiques et non étatiques nationaux et où nos actions militaires doivent se dérouler sur de multiples théâtres d'opérations sous des commandements unifiés et dans des régions d'alliance ou de non alliance. À défaut d'autre chose, les attaques du 11 septembre nous ont fait comprendre que notre pays et nos intérêts globaux ne sont plus uniquement menacés par des états nations avec des forces armées munies de technologies de guerre avancées. Il existe maintenant un ensemble d'acteurs internationaux beaucoup plus changeants, dangereux et résolu à un bouleversement radical, possédant peut-être des moyens d'effectuer ce changement. Ce nouvel ennemi est une entité supranationale, sans frontières, formé en nœuds de réseau, camouflé dans des zones d'ombre et capable de diriger des opérations sur une échelle mondiale.

Cette nouvelle intelligence, à son tour, a aidé à créer une attitude de défense qui s'est clairement déplacée du modèle traditionnel *basé sur la menace* qui a guidé la planification stratégique pendant plus de 50 ans vers un nouveau modèle *basé sur les capacités* qui se concentrent à identifier et organiser les moyens nécessaires pour faire face aux défis de la nouvelle sécurité. Pendant les années de la Guerre froide, nous avons développé un processus très raffiné par lequel nous analysons la structure des forces de l'ennemi; ses positionnements opérationnels, stratégiques et géographiques; et ses forces d'opération et systèmes d'armements dans un environnement tactique. Ensuite nous avons construit, positionné, équipé et entraîné nos forces à combattre cet ennemi connu d'avance avec nos réserves stratégiques et opérationnelles basées aux États-Unis. Cette approche basée sur la menace nous a bien servie dans notre préparation à mener des opérations militaires contre l'Union soviétique et d'autres forces similaires (par exemple l'Irak pendant l'opération « Tempête du Désert » (*Desert Storm*), mais elle ne nous a pas préparé aussi bien pour mener des opérations appelées « conflit de faible intensité » (exemple le Liban et la Somalie)

La période post-Guerre froide apparaissait être une « paix bouillonnante ». Notre attention s'est orientée vers le développement de compétences pour mener des opérations militaires autres que celles de la guerre. Dans la plupart des cas, ceci exige le développement de capacités spéciales que nous considérons auparavant être de moindre importance dans le cadre d'une structure bâtie sur le *modèle basé sur la menace*. Plus que jamais notre armée aujourd'hui doit être capable de mener des opérations sur toute la gamme d'activités qui lui sont attribuées, de la dissuasion nucléaire et la guerre conventionnelle jusqu'au plus petit niveau des opérations tout en étant potentiellement versatile pour le maintien de la paix, les missions humanitaires et les évacuations de non-combattants. Elle doit avoir l'aptitude d'exécuter ces opérations rapidement et partout dans le monde.

Le défi auquel nous faisons face en édifant une structure de force basée sur les capacités

repose sur la qualification et la quantification de chaque moyen dont les États-Unis ont besoin, et comment le positionner au mieux pour assurer une réponse appropriée et globale. Bien que cet article ne prétend pas créer le format de cette structure, la méthodologie pour le faire peut être basée sur les considérations suivantes : (1) les intérêts américains et ceux de ses alliés et amis qui justifieraient l'utilisation des forces militaires; (2) le type de menace et les régions du monde qui seraient les plus susceptibles de justifier l'intervention des forces militaires; (3) la contribution des alliés et amis pour une utilisation concertée avec les forces militaires américaines; et (4) le nombre de contingences simultanées auxquelles les forces américaines seraient probablement engagées. Cependant, cet article traite des impératifs pour, minutieusement, créer et exécuter une stratégie adéquate de présence à l'étranger de façon à fournir aux dirigeants de notre nation, et à ceux de nos alliés et amis les options militaires les plus efficaces en réponse à toute crise

Nos expériences durant l'opération « *Enduring Freedom* » en Afghanistan et d'autres missions en cours dans le GWOT (guerre globale contre le terrorisme) illustrent clairement l'importance de développer des relations géostratégiques étroites avec tous les acteurs nationaux et internationaux avec qui nous devons collaborer dans la poursuite de nos objectifs en politique extérieure et en défense. Nos expériences récentes surtout ont aussi infiniment contribué à notre réflexion stratégique actuelle. Au cours de ces opérations, il est devenu évident que ces relations géopolitiques fondamentales dont nous avons besoin pour mener à bien des opérations de combat, d'entraînement et de contingences dans diverses parties du monde, ont été possibles grâce à la présence militaire avancée, antérieurement existantes ou en cours d'implantation et aux relations en Europe, en Asie et au Moyen Orient. Nous avons vite compris, en automne 2001 en particulier, la valeur de cette présence avancée qui a permis, grâce aux obligeances – tant politiques que diplomatiques développées précédemment –, aux forces de l'armée américaine et à leurs part-

naires de la coalition d'opérer au-dessus de nombreux pays et territoires – ce qui n'était pas prévu dans la planification de cette opération – et à une échelle qui n'a jamais été vu depuis 1945.

En d'autres termes, il est maintenant plus que jamais évident que nous devons entretenir et maintenir une présence et des relations internationales suffisantes à l'étranger pour effectuer des entraînements, des opérations de contingences et de combat. Ceci est la « *géoprésence* », une présence à multifacettes qui permet à l'armée américaine d'opérer dans toute partie du monde, soutenue par une implication délibérée dans les domaines diplomatique, économique, militaire et politique dans les régions et les pays essentiels. Plus particulièrement, la géoprésence nous aide à accéder à plusieurs régions d'importance, à engendrer la coopération, à réaliser une interopérabilité performante et en dernier lieu influencer les issues et les événements là où c'est approprié et bénéfique.

En conséquence, la nouvelle NSS « *National Security Strategy of the United States of America* » soutient cette conception de l'importance de la géoprésence à travers le monde. Cela exige le renforcement des alliances et l'accroissement de la coopération, l'interdiction aux ennemis d'utiliser des armes de destruction massive - WMD (*Weapons of Mass Destruction*) pour menacer des amis ou alliés, et de transformer l'armée pour définir l'espace des combats selon nos choix, ce qui accentue l'importance de la géoprésence dans notre nouvelle politique de défense. Selon la NSS, « la présence des forces américaines à l'étranger est un des plus importants symboles de l'engagement américain envers nos alliés et amis... Les États Unis auront besoin de bases et de postes... et d'installations provisoires d'accès pour les déploiements à longue distance des forces américaines. »<sup>3</sup>

En bref, nos récentes expériences dans ce nouveau et dynamique environnement accentuent le besoin de, non seulement développer de nouvelles forces et de nouvelles capacités technologiques, mais aussi de mener une approche sophistiquée et proactive pour préparer l'espace de combat géopolitique et diplo-

matique. La nouvelle NSS du Président codifie cette perspective.

## Une nouvelle stratégie pour un monde transformé

Bien que la NSS ait d'importants aspects diplomatiques, économiques, juridiques et philosophiques, je voudrai me concentrer sur les thèmes majeurs qui s'appliquent directement à l'armée américaine pour étayer cette nouvelle stratégie.<sup>4</sup> L'armée américaine doit exécuter la NSS du Président en focalisant ses efforts sur cinq objectifs stratégiques majeurs dont les grandes lignes sont tracées dans cette stratégie. Ils ne sont pas mutuellement exclusifs dans la mesure où il existe d'importantes zones de chevauchement.

1. Défendre les États-Unis, le peuple américain, et nos intérêts sur le territoire national et à l'étranger en identifiant et détruisant la menace avant qu'elle n'atteigne nos frontières.
2. Empêcher les ennemis de menacer les amis et alliés avec des « WMD ».
3. Transformer les instruments de la défense nationale pour nous permettre d'identifier l'espace de combat selon nos propres choix.
4. Renforcer les alliances et la collaboration avec les autres nations pour défaire les terroristes, globalement, et désamorcer les conflits régionaux.
5. Mettre en valeur l'ordre du jour des actions de coopération avec d'autres grandes puissances.

*Défendre les États-Unis, le peuple américain, et nos intérêts sur le territoire national et à l'étranger en identifiant et détruisant la menace avant qu'elle n'atteigne nos frontières.*

La première et la plus importante mission de l'armée américaine est de pourvoir le Président avec les capacités dont il a besoin pour défendre les États-Unis, son peuple, et ses in-

térêts mondialement. Le concept de « identifier et détruire la menace avant qu'elle n'atteigne nos frontières » est très important. Il exige que nous ayons la compétence de comprendre la nature des menaces extérieures qui se posent à nous - leurs lieux géographiques, leurs capacités, leurs méthodes et leurs intentions –et que nous ayons les moyens de contrecarrer avant qu'elles ne causent du tort à notre nation, notre peuple ou nos intérêts à l'étranger. Pour atteindre ces objectifs, nous devons avoir les renseignements et les forces militaires appropriés ainsi que des relations géostratégiques bien établies avec d'autres nations sous la forme, soit d'une coalition multinationale, bilatérale ou d'un accord d'alliance pour fournir des efforts coopératifs dans l'utilisation des bons instruments de force au bon moment.

*Empêcher l'ennemi de menacer les amis et alliés avec des « WDM »*

Dès le début, la nouvelle NSS trace les grandes lignes des ennemis prédominants que nous devons affronter dans le monde post 11 septembre, particulièrement les dangers s'ils arrivent à acquérir des WDM. A cet égard, le Président indique très clairement que, en plus des menaces traditionnelles des nations organisées ou armées avec lesquelles nous avons toujours dû rivaliser, les États Unis sont maintenant confrontés à toute une gamme de nouvelles menaces, dont la plupart sont liées au terrorisme sous une forme ou une autre : « L'ennemi est le terrorisme, une violence préméditée, politiquement motivée et perpétrée contre des innocents...Nous ne faisons aucune distinction entre les terroristes et ceux qui, en toute connaissance de cause, les cachent ou les aident. »<sup>5</sup> En conséquence, ces nouveaux ennemis incluent les terroristes et les différentes organisations étatiques ou non étatiques qui les soutiennent. Ils représentent des entités avec une portée mondiale qui ne se conforment peut être pas aux mêmes « vues rationnelles » ou au respect des règles et normes de conduite internationales reconnues par la plupart des sociétés démocratiques.

D'une manière importante, la NSS souligne clairement que nous, aux États-Unis, pensons que cette situation internationale est une situation dans laquelle nous faisons la guerre à ceux qui menacent nos valeurs et notre mode de vie. Qui plus est, pour nous défendre avec succès, nous agirons contre les dangers imminents d'attaque et, par-dessus tout, nous le ferons pour empêcher l'utilisation d'armes extrêmement destructives par ceux qui n'ont aucun scrupule à les diriger contre nous, nos amis ou nos alliés.

La stratégie du Président indique une variété de réponses et de capacités pour faire face à ces défis. Elles comprennent une focalisation accrue sur l'innovation et les améliorations dans les domaines de la diplomatie étrangère, la technologie, les forces militaires, et la collecte du renseignement. Peut-être plus que tout, elle appelle à des changements drastiques sur la façon dont nous envisageons le concept traditionnel de dissuasion avec lequel nous avons dû vivre pendant plus de 50 ans. Nous ne compterons plus sur la *dissuasion* pour décourager des acteurs étatiques à ne pas entreprendre des actions militaires irrationnelles et dangereuses. Nous focaliserons davantage sur la *défense active* contre les dangers et attaques dont nous serons persuadés être la cible. La dissuasion reste une partie de notre stratégie, mais au lieu de se concentrer seulement sur la dissuasion relative à des menaces particulières avec une puissance d'arme écrasante, nous devons aussi être prêts à nous défendre contre tout danger en provenance d'un bien plus large éventail d'acteurs pour qui le concept de dissuasion n'a, peut-être, aucun sens. Cette nouvelle orientation de la défense impose aussi que nous maintenions la capacité de projeter toutes sortes de forces n'importe où dans le monde.

*Transformer les instruments de la défense nationale pour nous permettre de définir l'espace de combat suivant nos propres choix.*

Un autre thème majeur de notre nouvelle vision stratégique se construit sur le besoin d'aller des menaces traditionnelles des dernières décennies à la mise en place de ce

dont nous avons besoin pour répondre aux ennemis traditionnels et non-traditionnels dans un monde qui a changé. Ce thème réclame la transformation des institutions de la sécurité nationale des États-Unis pour (1) *assurer* nos alliés et amis; (2) *dissuader* nos futurs compétiteurs militaires et adversaires; (3) *décourager* les menaces contre les États-Unis et ses intérêts ou ceux de ces amis ou alliés; et (4) *décisivement défaire* tout adversaire si la dissuasion échoue.<sup>6</sup> Pour l'armée en particulier, cette transformation englobe les aspects basés sur les nouvelles capacités de la stratégie et la reconnaissance du besoin de nouveaux développements dans le domaine du renseignement, des armes de précision et « standoff » (dont la portée est supérieure à des armes spécifiques, ce qui lui permet d'atteindre des armes adverses tout en étant à l'abri, à une distance de sécurité), une re-focalisation de la défense territoriale, des opérations d'informations, de protection des ressources spatiales, et - particulièrement pertinent à cet article - la capacité d'« assurer l'accès à des théâtres éloignés. »<sup>7</sup> Ce qui signifie développer de nouveaux concepts de base, de présence avancée et des accès à l'étranger qui permettent des déploiements expéditionnaires de tout type des forces américaines et de ceux de la coalition.

En un mot, la transformation comporte de nouvelles technologies, organisations et infrastructures qui nous permettront de définir l'espace de combat en fonction de nos propres choix, partout dans le monde.<sup>8</sup> Nous devons nous consacrer à rassembler les capacités tout comme les terroristes semblent l'avoir fait, et pas uniquement le 11 septembre, mais aussi en d'autres occasions ces vingt dernières années, quand ils avaient défini clairement leur espace de combat selon leurs propres choix.

*Renforcer les alliances et la collaboration avec les autres nations pour défaire les terroristes internationaux et désamorcer les conflits régionaux.*

Pour défendre efficacement notre sécurité contre les nouvelles menaces internationales, nous avons besoin de coopération internatio-

nale. Par conséquent, notre nouvelle stratégie trace les contours de la construction de nouvelles voies d’interdépendance et d’interaction avec des puissances et amis régionaux, des organisations étatiques et non étatiques pour combattre le terrorisme.

En même temps, nous devons rénover, développer ou créer des structures et des organisations internationales plus performantes pour gérer de manière adéquate les nouvelles situations qui se présentent à nous. Que se soit par le biais d’organisations de maintien de l’ordre, d’institutions financières ou de structures militaires, les États-Unis doivent incorporer les soutiens internationaux et établir les relations nécessaires pour prévenir efficacement les actes terroristes, éliminer de façon manifeste le soutien au terrorisme et le délégitimer. La nouvelle stratégie définit clairement la coopération internationale comme l’un des outils les plus efficaces contre le terrorisme.

*Mettre en valeur l’ordre du jour des actions de coopération avec d’autres grandes puissances*

Similairement et simultanément, nous devons organiser et/ou renforcer de plus larges coalitions d’états qui sont les plus aptes à nous aider dans le secteur sécurité de notre pays et ceux de nos amis et alliés. Evidemment, ceci suggère l’amélioration de nombreux aspects de notre plus importante alliance : l’OTAN. Accroître le nombre de ses membres et les contributions militaires de chacun, créer des structures plus efficaces de planification et de commandement, améliorer les capacités technologiques et élever l’interopérabilité entre toutes ses armées. Selon la NSS, « poursuivre une perspective commune face aux menaces envers nos sociétés et améliorer notre capacité à engager des actions communes de défense de nos nations et de leurs intérêts. »<sup>9</sup> Beaucoup a été fait lors du sommet de l’OTAN de novembre 2002 à Prague en République Tchèque. L’alliance a proposé de nouvelles adhésions à sept nations et a accepté de réorganiser ses structures de commandement, l’événement le plus important des quarante dernières années.

Notre nouvelle stratégie requiert aussi la stimulation de nos autres alliances, particulièrement en Asie, comme nous le réalisons avec la Russie, l’Inde et la Chine. Tout en renforçant notre coopération avec les nations puissantes, nous maintenons nos capacités et notre présence tant diplomatique que militaire à l’étranger. Après tout, les relations avec les pays clés constituent la fondation sur laquelle nous créons des accès à toutes les régions pour la coopération militaire, l’entraînement, et les opérations actuelles et futures.

Visiblement, les deux derniers thèmes majeurs sont intimement liés et, ensemble, font ressortir l’importance de la coopération internationale et des engagements en général – des grandes puissances ainsi que des puissances globales. Ce qui signifie un renforcement des alliances; la création de coalitions et de coopération internationales; la collaboration avec d’autres puissances mondiales; et de bénéficier des avantages qu’offrent les structures et institutions internationales existantes. En effet, cette perspective commune à propos de l’importance pour la coopération de la sécurité internationale à une échelle mondiale est partout dans la NSS qui prescrit clairement que les États Unis doivent maintenir et intensifier tous les aspects de leurs relations étrangères pour faire face à toute situation ou danger qui pourrait survenir n’importe où dans le monde. L’armée joue un rôle important dans cet effort, que ce soit en temps de paix ou en temps de guerre, et sa présence à l’étranger assure la réussite du renforcement de ces relations.

### Les fondations du paradigme de la nouvelle sécurité : de l’endiguement à l’acolade

Pour comprendre notre nouvelle vision de défense, nous pouvons l’examiner en fonction de ce qui existait auparavant. Elle diffère nettement de notre ancienne stratégie. Notre NSS pendant la Guerre froide était essentiellement basée sur l’endiguement de la poussée communiste soviétique et chinoise. Nos objec-

tifs stratégiques primordiaux comportaient l'arrêt de la progression du communisme à travers un réseau d'alliances et de déploiement d'un nombre important de nos forces pour dissuader toute agression de nos ennemis, renforcés par l'utilisation potentielle d'armes nucléaires. Cependant, quand c'est nécessaire, nous avons utilisé la force militaire conventionnelle, comme en Corée et au Vietnam, pour empêcher la progression du communisme sans perturber le critique équilibre de la dissuasion nucléaire, qui est restée la pierre angulaire de toutes nos politiques à la recherche de l'endiguement total de la menace communiste.

La dissuasion était basée non seulement sur la capacité nucléaire et d'énormes et modernes arsenaux, mais aussi sur la détermination des leaders américains à maintenir une présence politique et militaire outre-mer. Nous avons décidé d'établir des frontières contre ces menaces émergentes, et un important déploiement avancé était le moyen le plus logique de dissuader toute action militaire et de contenir l'influence communiste. Bien que nous ayons ajusté périodiquement nos forces et notre doctrine au cours des cinq décennies de la Guerre froide, nous l'avons toujours fait en réponse à notre perception de la nature de la menace des nations communistes et de leurs représentants, basant nos actions sur la dissuasion des acteurs étatiques à franchir le seuil de la guerre. Cette stratégie était véritablement basée sur « une stabilité de la peur » admise des deux côtés du conflit. En conséquence, la dissuasion était le concept principal autour duquel nous avons poursuivi l'endiguement jusqu'aux années 90, et des traces de cette stratégie ont perduré jusqu'au 11 septembre.

La fin de la Guerre froide n'a pas automatiquement apporté de changements quant à notre jugement sur la meilleure protection du territoire américain, celui de nos amis et alliés, et de nos intérêts à l'étranger. La politique étrangère américaine s'est rapidement orientée dans de nouvelles directions, particulièrement en ce qui concerne ses relations avec les anciens alliés et les anciens adversaires, et suite aux événements mondiaux. Nous avons fait la guerre du Golfe en 1990 et

91 et sommes restés impliqués dans la région. C'est aussi en 1991 que les deux Allemagne se sont officiellement réunifiées en une seule nation. Les forces conventionnelles du Traité de l'Europe ont été entérinées en 1992, négocié entre deux alliances - l'OTAN et le pacte de Varsovie -, mais mis en place multilatéralement parmi de nombreuses nations sur le continent européen. La Yougoslavie s'est désintégrée rapidement au début des années 90, obligeant finalement les États-Unis et l'OTAN d'intervenir dans le processus de paix depuis 1995

Néanmoins, peut-être que l'un des plus importants développements en réponse aux événements mondiaux de la première moitié des années 90 a eu lieu en 1994, quand l'OTAN a créé un programme PFP - « *Partnership for Peace* » (Partenariat pour la Paix), qui comprenait 27 participants, dont beaucoup représentaient des états et des républiques auparavant contrôlés par l'Union Soviétique. Cet événement fut important parce qu'il a recentré l'OTAN, à la fois sur l'accroissement de son rôle de stabilisation en Europe et pour se redéfinir en tant qu'institution plus politique dans sa quête de raison d'être. Les États-Unis ont guidé cet effort. Comme mentionné ultérieurement, le « PFP » a aussi joué un rôle imprévu mais vital dans nos opérations de « *Enduring Freedom*. »

Tous ces développements immédiatement après la Guerre froide illustrent les exigences et événements internationaux qui ont forcé les États-Unis à réexaminer le monde dans lequel ils se trouvaient, et leur rôle dans ce monde, une expérience assez similaire à celle juste après la deuxième guerre mondiale. Toute personne qui s'intéresse, même de loin, à la politique étrangère constatera l'apparent décalage entre les politiques de défense basées sur les anciennes menaces et les nouvelles transformations rapides qui s'opèrent dans le monde. Dans ce contexte, de nombreux érudits, responsables politiques, journalistes, entre autres, s'affrontent dans des débats sur les thèmes de ce que doit être la politique de défense des États-Unis après la Guerre froide et les forces dont nous avons réellement besoin.

En conséquence, au milieu des années 90 aux États-Unis, plusieurs commissions d'experts,

comités et études se sont consacrés à la formulation d'un nouveau concept stratégique américain. Une étape importante a commencé avec un rapport tangible le « *Report of the Quadrennial Defense Review – QDR* ((rapport quadriennal sur la défense) de 1997<sup>10</sup> et ses évaluations subséquentes par le « *National Defense Panel - NDP* » ( Commission pour la défense nationale), présidé par Phil Odeen.<sup>11</sup> Ces deux initiatives ont introduit d'importants concepts dans la stratégie post Guerre froide, en essayant de répondre aux nouvelles réalités de nombreuses contingences face à la réductions des forces, et aux énormes bouleversements dans les affaires militaires. Les deux études reconnaissent le besoin d'un « concept stratégique pour façonner un environnement stratégique répondant à l'ensemble des conflits, et préparant aux futurs défis. »<sup>12</sup> Tout le monde convenait que nous faisons maintenant face à une perspective de guerre asymétrique, qui résulterait en un plus grand nombre de plus petites contingences.

Le « NDP » en particulier a introduit plusieurs thèmes repris par la nouvelle stratégie Bush, mais plus particulièrement l'importance de maintenir et accroître « l'accès et l'utilisation d'équipements sur des bases avancées »<sup>13</sup> et initier des capacités majeures en coalition et en interopérabilité. En même temps, plusieurs érudits, indépendamment du gouvernement, sont arrivés aux mêmes conclusions, reconnaissant que les défis pour la sécurité nationale sont maintenant très différents et englobent tout un ensemble de situations et dangers potentiels qui ne sont pas nécessairement liés aux menaces prévisibles et monolithiques (comme pendant la Guerre froide). Par exemple, et selon Richard Kugler,

le grand drame du 20<sup>e</sup> siècle fut la lutte démocratique contre le totalitarisme, la question déterminante du 21<sup>e</sup> siècle sera de savoir si la communauté démocratique peut contrôler les situations stratégiques chaotiques dans les vastes régions en dehors de ses frontières... Elle affrontera le défi d'entretenir une grande stabilité stratégique dans des endroits clés en dehors de ces frontières, non seulement pour protéger ses propres intérêts et valeurs mais aussi pour que

le progrès s'y installe. Ce défi... sera essentiellement celui des États Unis.<sup>14</sup>

Ostensiblement, la stratégie actuelle de l'administration Bush bâtit sur les efforts antérieurs, incorporant plusieurs concepts et recommandations; cette démarche est aussi soutenue par d'autres études universitaires contemporaines. L'effort est continué durant quelques mois de la nouvelle présidence. Le Secrétaire de la Défense, Donald Rumsfeld, a dirigé au moins 19 commissions, comités, commissions et études pour promouvoir spécifiquement l'approche stratégique initiée par le « NDP . »<sup>15</sup>

L'aboutissement essentiel de toutes ces études était une stratégie basée sur les nouvelles capacités soulignées dans le nouvel « *QDR* », paru en 2001 et raffinée dans la NSS de 2002. Les deux documents exigent aussi une capacité opérationnelle prête à agir partout dans le monde et à n'importe quel moment. De nouveau, la présence outre-mer et les capacités de la coalition sont fondamentales à ce document. Mais, comme je l'ai indiqué plus haut, la détermination des forces opérationnelles et leurs déploiements, globalement, pour l'identification et la destruction des dangers, avant qu'ils n'atteignent nos frontières, nécessite une stratégie différente de celle de la Guerre froide, qui ne doit pas exclure une analyse basée sur ces dangers et l'application d'une stratégie appropriée.

Il est intéressant de noter que les groupes terroristes et les états qui les soutiennent ont involontairement donné aux alliés et anciens adversaires de la guerre froide le désir d'enterrer la hache de guerre et de s'allier dans un effort commun pour détruire le nœud de réseau terroriste mondial. L'occasion de poursuivre une politique « d'accolade » ajouté à une analyse sérieuse des moyens nécessaires pour extirper les nœuds de réseau terroristes et leur support étatique et d'agir préventivement au nom des peuples libres, est un nouvel et important vecteur des États-Unis et des ses amis. Il est grand temps que nous poursuivions cette nouvelle possibilité, étant donné les conséquences potentiellement désastreuses auxquelles le monde libre est confronté alors que ces élé-



ments terroristes acquièrent l'utilisation potentielle des « WMD » (armes de destruction massive).

A contrario de la politique de la Guerre froide, reposant sur un modèle basé sur la menace et sur la dissuasion dans le but de contenir la croissance de nos adversaires, nous devons adopter une stratégie basée sur l'accueil de nations imprégnées de liberté pour construire des nœuds de réseau conçus pour prévenir les plus grands dangers qui menacent le monde – « le croisement du radicalisme et de la technologie. » En effet, ce nouveau vecteur fournit un modèle très important pour permettre l'application des cinq objectifs stratégiques dont il est question plus haut.

## Comprendre le Concept de la géoprésence

Depuis la Guerre froide, les militaires ont plus que jamais été utilisés comme outil pour le maintien de la stabilité globale et pour la défense contre les nouveaux ennemis que nous affrontons au 21<sup>e</sup> siècle. Explicitement, la présence des forces américaines outre-mer et la coopération internationale sont le fondement de la doctrine des États-Unis afin d'accomplir sa stratégie. Pendant la seule décennie des années 90, il eut sept fois plus d'activités pour les hommes et les femmes de la *United States Air Forces* (USAF) en Europe. Ils supportaient les objectifs opérationnels de contingences et de combats en Europe, Afrique, Asie centrale et au Moyen Orient.<sup>16</sup> De plus, il est à noter que dans la plupart de leurs réponses aux crises naissantes ou aux catastrophes naturelles, les États-Unis ont participé en tant que membre d'une coalition. Ceci met en évidence l'évolution de la stratégie américaine durant les dix dernières années et la réalisation qu'une présence et un engagement régional ininterrompus sont cruciaux pour avoir accès aux théâtres d'opération et obtenir le support de coalition dans la conduite d'opérations militaires. Il est certain que notre présence militaire à l'étranger et nos relations militaires continues était absolument déterminantes dans nos succès rapides au lendemain des attaques

du *World Trade Center* au cours de l'opération *Enduring Freedom*.

Il faut également comprendre que, lorsque les États-Unis projettent et entretiennent des forces globales, leur puissance aérienne nécessitera l'accès aux bases aériennes ou aux aéroports internationaux espacés tous les 2.500-3.500 miles environ. Ces bases permettent à nos aéronefs de transport aérien d'atterrir, de se ravitailler, de changer d'équipages et de redécoller ou de permettre à nos avions de ravitaillement en vol de ravitailler en carburant les aéronefs du pont aérien et prolonger la portée de leur mission. Pour les forces maritimes, cela se traduit par le besoin d'accès aux ports ou aux bases localisés dans le monde entier pour le réapprovisionnement des vaisseaux en carburant, nourriture, munitions ou autres marchandises.

Antérieurement, ces compétences étaient généralement garanties par un système assez permanent de ports et de bases situés à l'étranger, qui, bien que nettement réduit au cours de la dernière décennie, a maintenu une présence suffisante et permanente dans des lieux clés pour les besoins avancés globaux. En outre, tout en préservant cette présence à long terme, nous avons non seulement maintenu des relations importantes avec nos pays d'accueil, mais avons également participé à des exercices d'entraînement bilatéraux et régionaux ou à des coopérations dans le domaine de la sécurité qui ont favorisé des relations avec beaucoup de nations. Ceci a permis d'autres présences non permanentes dans un grand nombre de régions et de territoires. C'est cette combinaison d'implantations militaires temporaires et permanentes à l'étranger qui contribue à la position fondamentale de la géoprésence des États-Unis et nous permet de conserver ces localisations essentielles et d'en assurer de nouvelles en cas de besoin.

Qu'est-ce que la géoprésence exactement ? C'est une stratégie multidimensionnelle conçue pour procurer des accès à toutes les régions, une capacité issue du soin apporté dans le choix des lieux appropriés et de l'engagement politique et géographique dans ceux-ci, ainsi que la mise en place des structures militaires pouvant présenter l'équilibre approprié des

forces permanentes et rotationnelles, capables de répondre à toutes les exigences potentielles diplomatiques et militaires. Ceci nécessite un large éventail de coopération régionale, d’engagement militaire-à-militaire et d’un certain niveau de maintien de forces armées dédiées à garantir la force appropriée, au bon endroit et au bon moment, afin de réaliser les objectifs stratégiques de la NSS.

La géoprésence est également dynamique. Les gouvernements, les relations régionales, et les situations changent constamment dans le monde, nous forçant continuellement à revoir nos plans sur le terrain, le nombre et les méthodes que nous envisageons pour poster et déployer nos forces à l’étranger. Cependant, en même temps, le concept de géoprésence lui-même est immuable et nous fournit un cadre statique par lequel nous pouvons entretenir la flexibilité et les options pour atteindre nos objectifs. Par conséquent, la géoprésence est la clef pour toute opération future, particulièrement dans le contexte de la nouvelle NSS. L’accès multidimensionnel et la grande flexibilité issus d’une géoprésence délibérée permettent un accroissement de capacités qui permettent l’application du précepte « assurer-dissuader-décourager-vaincre » de la nouvelle stratégie.

Mais comment le concept de Géoprésence peut-il aider dans la détermination de la nature de notre présence future à l’étranger ? Bien qu’il n’existe aucune formule garanti pour calculer la géoprésence optimale, on devrait envisager quelques méthodes empiriques importantes lorsque l’on envisage une présence à l’étranger. D’abord, il est utile de comprendre les quatre capacités que notre présence à l’étranger devrait accomplir : accès, coopération, interopérabilité et influence. À la fois d’un point de vue de projection de la force et d’une aptitude à diriger une réponse appropriée de contingence, et, si nécessaire - des opérations de combat, il est crucial d’avoir choisi des pays et territoires où nous sommes le plus susceptibles d’avoir besoin d’accès pour effectuer les missions dont nous sommes chargés. La bonne volonté d’une nation à coopérer avec les États-Unis et la mesure dans laquelle elle le fait sont conditionnées par sa

connaissance de nos objectifs et de sa compatibilité avec ces derniers, de sa confiance dans la nature de notre relation, et de la fiabilité de nos forces à se comporter conformément aux accords prescrits. Plus nous prenons part aux exercices d’entraînement avec nos différents partenaires, plus nous avons de chances d’avoir des équipements, des techniques, des procédures et des standards d’opérations interopérables. Enfin, plus nous travaillons ensemble, comprenons nos cultures respectives, et faisons ensemble face à des défis semblables, plus nous serons capables d’influencer les évènements et situations à mesure qu’ils surgissent.

En second lieu, comme déjà indiqué, nous devons tenir compte des exigences de distance liées à notre capacité à projeter des forces armées sur la scène mondiale, mais nous devons également tenir compte du besoin de flexibilité sur cette base ou aéroport pour tenir compte des désaccords qui pourraient avoir lieu entre les États-Unis et d’autres nations pour ce qui concerne un projet de réponse spécifique. En général, pour chaque base requise, les États-Unis devraient probablement cultiver des relations avec environ trois nations. De plus, les États-Unis auront besoin de deux à trois bases dans la région pour faire face aux contingences impliquant l’aide humanitaire ou des évacuations de non combattants. En plus, si le secteur d’objectif pour le secours ou l’évacuation est éloigné de plus de 2.500-3.500 milles, nous aurons besoin de deux ou trois bases-relais de soutien logistique sur le trajet pour permettre l’exploitation d’un pont aérien. Par ailleurs, de façon à déployer puis à maintenir d’importantes forces armées de combat pour des conflits similaires à l’opération « *Desert Storm* », les États-Unis auront besoin de cinq à six bases-relais.

Troisièmement, afin que les États-Unis puisse mener une campagne de grande envergure, les forces aériennes auront besoin de 15 à 20 bases aériennes dans une région importante, et, encore une fois, il faut prévoir de les avoir dans plusieurs pays. Afin d’accroître la redondance et la flexibilité, nous devons avoir seulement trois ou quatre bases dans un pays spécifique.

Armés de ces méthodes empiriques, les planificateurs américains peuvent alors commencer à développer une structure appropriée de géoprésence basée sur le nombre et la localisation de nations ou de territoires dans lesquels nous sommes susceptibles d'être invités à fournir un appui pour diverses opérations de contingence, que ce soit maintenant ou dans le futur. Cette structure comprendra à la fois une assistance « en route » au cours des opérations de déploiement et de soutien ainsi que des bases pour la conduite des opérations elles-mêmes.

Une fois cette structure mise en place, nous devons alors évaluer si notre présence devrait être permanente ou temporaire. Dans le premier cas, nous devons déterminer si elle devrait être opérationnelle militairement ou plutôt à caractère d'opération de maintenance, dans le second cas, nous devons évaluer la fréquence, la taille et la durée. Il va sans dire que nous devons mener une telle analyse en tenant compte de notre présence actuelle à l'étranger avant d'effectuer des changements de structure dans un avenir immédiat.

L'infrastructure des bases de l' « USAFE » est un bon exemple de configuration de géoprésence adéquate. Bien qu'à l'avenir, nous aurons à ajuster légèrement le concept de présence, notre structure actuelle reste en général adaptée aux défis que nous relevons à présent. Une part considérable de cette infrastructure de bases soutient nos missions de plaque tournante stratégique des forces armées dans le contexte de AOR - *Area of Responsibility* ( Zone de responsabilité ) de l'EUCOM - *European Command* (Commandement des forces américaines en Europe) ou le CENTCOM - *United States Central Command* ( Commandement central des États-Unis ). Cette capacité est composée de bases fortes avec des espaces passerelles importants qui nous permettent également d'opérer plus loin si nécessaire.

Notre mobilité stratégique à destination et en provenance du théâtre européen est fondée sur le principe stratégique de « *six lose one* » ( une de perdue, six de retrouvées ). Autrement dit, nous avons six bases « en route » suffisamment flexibles pour mener à bien notre mission, si, pour une raison quelconque nous

perdions notre base de plus grande capacité. Ainsi, notre système EERI - *European En-Route Infrastructure* (Infrastructure Européenne « en route » ) est centré à l'intérieur de ce que nous appelons « *lens* » (lentilles), représentée par un déploiement de bases situées à l'intérieur d'une bande positionnée entre 2500 et 3500 milles marins des plaques tournantes aux États-Unis, telles que les Bases de l'Armée de l'Air de Dover - Delaware ou McGuire AFB - New Jersey. Nos bases de l'EERI s'avèrent aussi être entre 2500 et 3500 milles des aéroports de théâtre de débarquement en Asie du Sud-ouest. Le secteur à l'intérieur de ces « lentilles » représente la portée optimale d'un C-17, où le système « en route » s'avère le plus efficace.<sup>17</sup>

Cinq bases USAFE : Mildenhall et Fairford en Angleterre; Ramstein et Rhin-Main (qui doivent être remplacées en 2005 par Spangdahlem) - Allemagne et Moron en Espagne sont agréées pour le soutien du système de l'EERI, et la base navale de Rota en Espagne, est la sixième base de l'EERI. Toutes sont considérées comme étant « durables » d'après leur niveau élevé en capacités et les investissements faits dans les infrastructures fixes.

En ce qui concerne le continent africain, notre capacité de projeter une puissance aérienne est soutenue par un réseau de bases de ravitaillement intermédiaires moins robustes que celles d'Europe mais d'une importance cruciale en tant que points de réapprovisionnement en carburant, aussi longtemps que nous continuons nos opérations périodiques d'aide humanitaire, d'évacuation de non-combattants ou de gestion de crise en Afrique sub-saharienne à partir de nos bases USAFE. Ces missions continueront pendant des années si l'on considère la situation actuelle d'instabilité politique, économique, démographique et climatique dans la région. En conséquence, tout comme nous conservons des « lentilles » est-ouest de pont aérien stratégique pour les activités depuis les États-Unis et l'Europe, de même nous maintiendrons des « lentilles » nord-sud pour opérer en Afrique à partir de nos bases aériennes principales en EUCOM.

La géoprésence n'est donc pas seulement une théorie, nous l'exerçons au jour le jour;

ses souplesses et ses avantages sont réels. Comme le démontre ce qui suit, elle s’est avérée cruciale dans les succès obtenus lors de nos opérations GWOT. Elle continuera d’être aussi efficace au fur et à mesure que nous améliorons nos localisations, relations et nos accès pour exécuter notre NSS.

### La géoprésence en action : Opération « *Enduring Freedom* »

Après le 11 septembre, la planification et les opérations militaires ont renforcé l’importance de la géoprésence. Nos forces armées avaient dépendu des nombreuses relations que nous avions établies afin d’ouvrir de nouvelles voies d’accès aux régions dans lesquelles nous avons eu besoin d’opérer contre des terroristes. Immédiatement après les attaques terroristes à New York et Washington -D.C, nous nous sommes rendu compte que nos forces seraient probablement impliquées rapidement dans des opérations, et ce, probablement en Afghanistan. Conséquemment, nous avons augmenté nos forces défensives et nous avons déclenché des opérations soutenues sur 24h, nous avons aussi commencé à collecter et à renforcer nos connaissances de l’Asie Centrale et d’autres régions limitrophes en nous concentrant sur la nature des défis politiques, culturels et géographiques. Après tout, nous n’avons pas opéré dans beaucoup de ces régions, il nous fallait les comprendre de façon plus approfondie. Une partie de cette compréhension impliquait l’évaluation des possibilités de relations militaire-à-militaire que nous avions récemment établies avec plusieurs de ces nations.

L’Asie centrale se trouvait aussi entre deux commandements opérationnels : l’EUCOM et le CENTCOM. Bien que le CENTCOM était préparé à des combats majeurs, l’EUCOM était conçu comme un commandement de support logistique et organisé de manière à monter et à gérer les ponts aériens d’aide humanitaires à l’intention des milliers de réfugiés Afghans ainsi que d’autres dans la région qui faisaient déjà face à la famine ou encore qui pouvaient être déplacés par des opérations la-

tentes en plus de celles déjà causées par les Talibans. Nous nous sommes également préparés à fournir un appui au pont aérien pour des opérations et des missions spéciales d’évacuation médicale, en plus du pont aérien déjà en fonction pour acheminer des troupes et autres ravitaillements sur l’ensemble du théâtre des opérations. Sur une période de quatre semaines seulement, nous avons déployé des efforts énormes pour préparer toutes ces missions, réalisant rapidement le planning détaillé nécessaire à l’organisation, le chargement et l’accomplissement de missions de combat, de ravitaillement et d’aide humanitaire. Les bases à travers l’Europe et le Moyen-Orient ont été témoins d’un accroissement massif du trafic aérien à mesure que les avions transportaient personnel et fret.

Plus important encore, juste après le 11 septembre, nous avons également immédiatement commencé à nous assurer de l’état des relations diplomatiques et des permissions de survol, des bases intérieures ou des pays de transit des Balkans au Caucase et de la Mer Caspienne et jusqu’à l’Asie Centrale. Nous avons découvert que, dans beaucoup de cas, les traités dont nous avons besoin, tels les accords diplomatiques ou les autorisations de survol et d’atterrissage dans ces nations-états, étaient inexistantes. Le personnel de tous les commandements militaires ont œuvré avec diligence afin d’identifier les besoins et les nécessités qui furent transmis au Département d’État, de manière à enclencher ce processus essentiel. L’ampleur de cet effort dans la préparation et l’obtention d’une telle quantité d’autorisations diplomatiques auprès de tant de pays de la part de nombreux commandements étaient uniques.

Le 29 septembre, lorsque le premier C-17 est arrivé à la base aérienne de Ramstein, au moins 26 pays avaient accordé au « GWOT » la permission de se baser ou de survoler leurs territoires. Le 9 octobre, les aéronefs du pont aérien américain survolaient de l’Allemagne les espaces aériens de l’Europe centrale, de la Mer Noire, de la région transcaucasienne, de la mer Caspienne, de l’Asie centrale et de l’Afghanistan.

Dans d'autres secteurs aussi des avions transitaient au-dessus de la Méditerranée et survolaient les régions du Pacifique vers le théâtre d'opérations. En novembre, nous avons aussi mis en place des avions citernes en Bulgarie pour la première fois ce qui permettait les ravitaillements en vol au-dessus de la Mer Noire, réduisant le temps de transit pour nos équipages d'avions citernes en route vers les points de ravitaillement, et augmentant la quantité de carburant disponible pour les C-17.

De plus, l'armée américaine a également dû installer de nouvelles bases en Asie centrale pour les opérations en cours. La plupart des gouvernements de cette région étaient obligeants et nous avons pu négocier rapidement l'installation de bases en Ouzbékistan et au Kirghizstan qui ont permis aux avions américains et ceux de la coalition de commencer à opérer directement en Afghanistan. En tout, l'armée américaine a créé ou renforcé 12 bases en Asie Centrale et au Moyen-Orient au cours de cette période.

Dans l'ensemble, ces opérations ont représenté un exploit diplomatique et de construction de coalition avec des amis et partenaires dans une nouvelle région opérationnelle en quelques semaines seulement. Parmi les plus importants facteurs qui nous avaient permis de mettre en place et de mener à bien et rapidement des opérations de cette envergure, résidaient dans les programmes continus de coopération et de sécurité avec la plupart des pays de l'ex-Union soviétique et en particulier le « PFP » de l'OTAN.

Cette proximité de fait avec ces pays et dans un cadre de coopération sécuritaire a permis un engagement de militaire-à-militaire considérable. Par exemple, pendant l'attaque du *World Trade Center*, l'EUCOM a consacré plus de 84000 journées de travail, 4500 sorties, et 11000 personnels à d'importantes interactions avec des militaires étrangers dans l'« AOR. »<sup>18</sup> Les rapports créés à ce niveau de coopération ont formé les bases essentielles et nécessaires pour mener l'opération « *Enduring Freedom* » dans les territoires ou les espaces aériens de ces nouvelles régions.

Un exemple important de ce niveau de coopération est devenu évident en mai 2001,

lorsque le Général Tommy Franks, Commandant du CENTCOM et le *Warrior Preparation Center* (Centre de préparation des guerriers) de l'USAFE ont conduit un exercice, important et à un haut niveau « PFP, » avec de nombreux Chefs d'État-major de la Défense de ces pays (y compris le Turkménistan, l'Ouzbékistan, l'Azerbaïdjan, le Kirghizstan, et le Tadjikistan), un exercice qui deviendrait si crucial dans l'opération *Enduring Freedom* quelques mois plus tard. Les relations personnelles développées durant ce seul exercice avaient facilité le grand nombre d'accords diplomatiques et politiques dont nous avions besoin pour mener à bien des missions en Asie Centrale, missions qui se poursuivent aujourd'hui encore. Nous ne devons pas sous-estimer les rôles que nos alliés de l'OTAN et d'autres alliés ont joués dans cet effort. En été 2002, plus de 69 nations soutenaient notre guerre contre le terrorisme, y compris plus de 16000 militaires (issus de 20 pays) déployés dans la région de responsabilité de « CENTCOM » dont 7000 pour l'Afghanistan.<sup>19</sup>

Visiblement, notre présence à l'étranger ainsi que la participation de l'OTAN ont été des facteurs déterminants dans la formation d'une telle coalition et les raisons de notre succès en Afghanistan et dans d'autres régions participantes à la GWOT. Nous n'aurions pas pu réussir sans la présence et le soutien avancé de nos forces militaires dans ces régions, que ce soit du point de vue de la nécessité géographique ou des relations que notre présence avait engendrées. Sans cette géoprésence, toute réussite aurait été coûteuse dans tous les domaines.

En résumé, ce que nous avons appris de nos opérations en cours dans la GWOT fait ressortir l'importance de notre système de bases avancées et de coopération sécuritaire en cours. Les capacités fournies par cette géoprésence sont sans prix pour tout défi régional ou opération humanitaire que nous aurons à mener. Nous avons bénéficié de manière démesurée de la flexibilité et des divers niveaux d'accès que la géoprésence nous a permis, et c'est devenu le fondement de notre nouvelle NSS.

## Conclusion

Grâce à nos récentes opérations militaires nous avons pris conscience qu’elles ont validé la sagesse et la vision de nos anciens leaders politiques et militaires qui ont établi les infrastructures que nous avons outre mer. Les bases que nous avons déjà en place et les relations qu’elles ont engendrées avec d’autres nations ont à terme permis une issue couronnée de succès dans une région du monde où aucune autre puissance ou coalition n’avait dominé depuis des siècles. La principale raison de ce succès est la géoprésence américaine, qui est, et continuera d’être, une capacité essentielle de nos opérations militaires.

Comme j’ai tenté de le démontrer dans cet article, la géoprésence fournit aux forces américaines les moyens nécessaires pour s’entraîner, organiser et utiliser avec succès ses compétences; elle offre aussi aux forces américaines l’accès à n’importe quelle région du monde en réponse à une multitude de contingences. De plus, elle présente d’importantes occasions d’améliorer l’interopérabilité et la coopération avec nos partenaires et alliés, au moment même où nous prenons les mesures nécessaires pour transformer et moderniser nos propres forces.

Nous tirons aussi de tout cela un degré d’influence dans les régions où nous sommes présents et impliqués. Cette influence affecte tous les aspects de nos relations avec les autres pays, qu’ils soient diplomatiques, économiques, sociaux ou militaires. Elle favorise des canaux d’interaction utiles et certes vitaux, qui permettent à notre gouvernement de bénéficier du soutien loyal nécessaire à nos politiques et programmes, et dont la capacité d’opérer dans n’importe quels pays et régions n’est pas d’un moindre intérêt.<sup>20</sup> En même temps, cette influence nous aide à mettre en place les fondations politiques et diplomatiques complexes nécessaires pour toute opération militaire dans ces régions. A cet égard, le plus important est peut être les relations organisationnelles et personnelles entre l’armée américaine et les personnels des forces armées étrangères.

Par conséquent, la NSS et toute stratégie de base fait appel à un certain niveau de géo-

présence à partir duquel l’accès, la coopération, l’interopérabilité et l’influence peuvent être développés, maintenus ou améliorés. De là, nous devons envisager comment nous positionner au mieux pour profiter au maximum des quatre capacités essentielles qu’offre la géoprésence.

Bien qu’aucun « modèle d’installation » n’existe pour chacune des régions, nous pouvons logiquement déterminer les besoins pour les forces en termes de lieux et d’un brassage de structures permanentes, rotationnelles et d’entraînement nécessaires pour faire face aux défis d’aujourd’hui. Une géoprésence viable offre à la fois les possibilités et la flexibilité de faire appliquer nos décisions, quelles qu’elles soient, tout en déterminant les installations, les raisons et les moyens de le faire. Subséquemment et selon les besoins tels que avoir une présence à l’étranger pour des ponts aériens stratégiques, des engagements d’alliance, des opérations humanitaires, d’entraînements ou de contingences de combat, la géoprésence nous donne un plus grand éventail de choix tant au niveau des deux types d’accès qu’aux autres types d’accès que nous voulons.

Nous pouvons alors poursuivre une stratégie de « bases », d’exercice et de coopération sécuritaire qui, j’en suis certain, s’avéreront plus capables d’atteindre les cinq objectifs de notre nouvelle NSS. Cette stratégie de géoprésence permettra de faire face aux dangers divers qui menacent le territoire américain et nos intérêts vitaux à l’étranger. Elle permettra une réponse rapide ou empêchera même ces individus qui utiliseraient les armes de destruction massive pour menacer, faire chanter ou causer du tort aux États-Unis ou à ses alliés ou amis. Elle nous aidera à transformer notre défense nationale sur le territoire national et à l’étranger d’une façon qui nous permettra de définir le futur espace de combat selon nos propres choix, et les nôtres uniquement. Une stratégie de Géoprésence constitue une base essentielle pour construire, renforcer et améliorer toutes nos relations avec les nations, y compris des puissances régionales et mondiales.

A cet égard, la géoprésence nous donne aussi la possibilité d’accueillir les sociétés qui sont réellement éprises de liberté, de démocra-

tie et de la libre entreprise. En particulier, elle garantit l'existence de « zones de relais » pour aider les nations dans leur lutte contre les diverses forces qui leur dénie ou menacent leur liberté. Comme le signale le Président Bush dans l'avant-propos de la nouvelle NSS, « la liberté est une revendication non négociable de dignité humaine, un droit dès la naissance de chaque individu et ce dans toute civilisation. »<sup>21</sup> Le Président a réitéré cette déclaration lors de son dernier discours de l'État de l'Union quand il a insisté : « nous ne permettrons pas le triomphe de la violence dans les affaires des hommes, les peuples libres détermineront le cours de l'histoire. »<sup>22</sup> En conséquence la liberté est aussi un objectif principal de notre NSS.

Cet engagement d'une stratégie de géoprésence à l'étranger est coûteux à court terme mais produira de remarquables possibilités à long terme, tout comme le montrent encore l'opération « *Enduring Freedom* » et la « GWOT ». D'autre part, ne pas construire et maintenir la géoprésence américaine pourrait être catastrophique pour notre politique de défense et politiques étrangères, et je pense pour notre sécurité nationale. Comme l'ont clairement démontré les récents événements, même le

plus loyal de nos alliés peut parfois ne pas être d'accord sur certaines questions d'importance vitale. Toutefois, notre géoprésence nous a aidé à traiter ces questions et nous a procuré de nombreuses solutions et possibilités de coopération sur tous les fronts, et pas seulement dans la seule perspective militaire.

Même si en temps de crise ou de conflits internationaux et politiques il est tentant de penser de se retirer du monde et de compter sur les nouvelles technologies pour faire face à nos besoins sécuritaires, nous devons maintenir à l'étranger une présence bien planifiée et adaptable. Nous devons être présents physiquement pour faire tout ce que j'ai décrit ici. Je crois que le Commandant Suprême des Forces Alliées – Europe – le Général Jim Jones, a très justement et succinctement exprimé cette nécessité quand il a dit « la présence virtuelle égale l'absence réelle. »<sup>23</sup> En bref, aucune nation ne peut le faire seule. En fin de compte, la géoprésence continue est le moyen par lequel nous maintenons les capacités nécessaires qui sont si critiques si nous devons tisser un réseau de nations interconnectées pour combattre et gagner cette guerre globale contre le terrorisme. □

## Notes

1. The National Security Strategy of the United States of America (Washington, D.C.: President des Etats-Unis, septembre 2002), sur Internet, le 17 mars 2003, disponible sur <http://www.whitehouse.gov/nsc/nss.html> Ci-après indiqué : NSS.

2. Ibid., 2.

3. Ibid., 29.

4. La stratégie esquisse des aspects distincts dans 8 rubriques différentes du document.

5. NSS, 5.

6. Ibid., 29.

7. Ibid., 30.

8. Le Président Bush a introduit de cette manière la transformation en déclarant le besoin de « révolutionner le champ de bataille du futur et de garder la paix en déterminant la guerre selon nos propres choix. » Discours à l'occasion de la signature du « *Department of Defense Appropriations Act* », pour l'année fiscale 2003, Pentagone, Washington, DC., le 10 janvier 2002.

9. NSS, 26.

10. Voir William S. Cohen, « *Report of the Quadrennial Defense Review* » (Washington, D.C.: Département de la Défense, mai 1997).

11. Voir National Defense Panel, « National Security in the 21st Century: The Challenge of Transformation, » *Joint Forces Quarterly*, été 1997, 15–19; and idem, « NDP Assessment of the QDR, » sur Internet, le 17 mars 2003, disponible sur [http://www.defenselink.mil/topstory/ndp\\_assess.html](http://www.defenselink.mil/topstory/ndp_assess.html).

12. « NDP Assessment of the QDR, » 1.

13. Ibid., 4.

14. Richard L. Kugler, « Controlling Chaos: New Axial Strategic Principles, » in *The Global Century: Globalization and National Security*, ed. Richard L. Kugler and Ellen L. Frost (Washington, D.C.: National Defense University Press, 2001), 75.

15. John A. Tirpak, « The QDR Goes to War, » *Air Force Magazine*, décembre 2001 - 4 - sur Internet, le 17 mars 2003 – disponible sur <http://www.afa.org/magazine/Dec2001/1201qdr.html>.

16. Pendant la décennie de 1990, la « USAFE » a participé à plus de 67 contingences majeures et autres opérations dans AOR de l'EUCOM.

17. Headquarters Air Mobility Command, Plans and Programs, En Route Strategic Plan, n.d.

18. Bureau de la planification et des programmes – Armée de l'Air américaine en Europe.

19. Department of Defense Office of Public Affairs, fact sheet, le 7 juin 2002, 1.

20. Headquarters United States Air Forces in Europe, « USAFE Security Cooperation Strategic Concept for FY 2002 – 2003, » draft, version 4, le 30 mai 2002.

21. L'avant propos du Président - NSS.

22. Le Président George W. Bush, *State of the Union Address*, le 28 janvier 2003, sur Internet, le 17 mars 2003, disponible sur <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2003/01/20030128-19.html>.

23. Déclaration au cours des discussions entre Marine/Air Force de 2002, Miramar, Californie, juillet 2002.